

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de La Macaza | 79047 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Alain Rheault, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de La Macaza pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 3 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	8
État consolidé des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	31
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	32
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	33
Situation financière par organismes	34
Charges par objets	35
Excédent (déficit) accumulé	36
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	46
Analyse des charges consolidées	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Municipalité de la Macaza

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DE LA MACAZA (la « Municipalité ») incluant ses quotes-parts lui revenant dans les partenariats auxquels elle participe (le « groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2023, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité aurait dû procéder à la comptabilisation, aux 31 décembre 2024 et 2023, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Municipalité, n'ayant pas procédé à l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier consolidé.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023. À cet égard, les états financiers consolidés dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2024, tout comme nous l'avons fait pour les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2023 en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que le groupe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés



BENJAMIN LAGARDE, CPA auditeur
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Sainte-Agathe-des-Monts, le 3 juin 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations	
		2024	2023
Revenus			
Taxes	1	2 737 421	2 681 152
Compensations tenant lieu de taxes	2	835 434	652 213
Quotes-parts	3		
Transferts	4	3 656 570	1 218 996
Services rendus	5	433 001	464 903
Imposition de droits	6	156 954	160 892
Amendes et pénalités	7	18 864	18 631
Revenus de placements de portefeuille	8	102 182	3 684
Autres revenus d'intérêts	9	27 500	56 797
Autres revenus	10	773 227	35 548
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	8 741 153	5 292 816
Charges			
Administration générale	14	1 084 100	920 801
Sécurité publique	15	1 036 988	481 951
Transport	16	2 259 582	1 861 533
Hygiène du milieu	17	508 794	299 121
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	385 729	367 432
Loisirs et culture	20	520 392	537 282
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	452 719	145 089
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	6 248 304	4 613 209
Excédent (déficit) lié aux activités	25	2 492 849	679 607
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	14 261 667	13 582 060
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	14 261 667	13 582 060
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	16 754 516	14 261 667

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	563 191	733 462
Débiteurs (note 5)	2	5 089 224	8 130 444
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	5 713 861	41 805
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	11 366 276	8 905 711
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 449 767	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 126 608	449 274
Revenus reportés (note 11)	12	14 299	8 716
Dette à long terme (note 12)	13	8 041 886	8 752 287
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	78 394	73 236
	16	11 710 954	9 283 513
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(344 678)	(377 802)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	17 051 017	14 540 129
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	31 098	88 511
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	17 079	10 829
	23	17 099 194	14 639 469
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	16 754 516	14 261 667
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	16 754 516	14 261 667
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	16 754 516	14 261 667
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 492 849	679 607
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	3 576 092)(	1 120 355)
Produit de cession	3	816 145	536
Amortissement	4	857 897	828 005
(Gain) perte sur cession	5	(608 838)	(536)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(2 510 888)	(292 350)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	57 413	(70 939)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(6 250)	(4 046)
	13	51 163	(74 985)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	33 124	312 272
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(377 802)	(690 074)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(377 802)	(690 074)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(344 678)	(377 802)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 492 849	679 607
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	857 897	828 005
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(608 838)	(536)
▪ Charges de désactualisation des OMHS	3.2	5 158	3 686
	4	2 747 066	1 510 762
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	3 041 220	(198 016)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	40 309	(632 166)
Revenus reportés	8	5 583	(9 663)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	57 413	(70 939)
Autres actifs non financiers	12	(6 250)	(4 046)
	13	5 885 341	595 932
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	2 939 067) (	1 120 355)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	816 145	536
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	) (	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(2 122 922)	(1 119 819)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	) (	)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	5 676 830) (	49 020)
Cession	22	4 774	33 224
	23	(5 672 056)	(15 796)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	64 212	6 640 839
Remboursement de la dette à long terme	25 (	792 916) (	266 047)
Variation nette des emprunts temporaires	26	2 449 767	(6 015 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	18 303	(87 906)
Autres			
▪	28.1		
	29	1 739 366	271 886
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(170 271)	(267 797)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	733 462	1 001 259
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	733 462	1 001 259
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	563 191	733 462

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité a été reconstituée le 1er janvier 2006, en vertu du décret 1074-2005 du gouvernement du Québec le 9 novembre 2005, et est régie par le code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent le surplus (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les partenariats et les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent les quotes-parts revenant à la Municipalité dans les actifs, passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, du « Complexe environnemental de la Rouge », de la « Régie de collecte environnementale de la Rouge » et de la « Régie de la sécurité du service incendie de la Vallée de la Rouge », partenariats auxquels elle participe.

B) Comptabilité d'exercice

Les revenus et les charges sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, sur la valeur nette de réalisation des stocks et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésoreries, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de la Municipalité sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers de la Municipalité.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Infrastructures	15 à 40 ans
Infrastructures - Autres - Portion relative aux OMHS	10 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 ans

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks de fourniture

Les stocks de fourniture sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Taxes

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

Quotes-parts

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Le poste « Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) » est établi en vertu de diverses modalités prévues au Manuel de la présentation de l'information financière municipale.

Le poste de DCTP de la Municipalité est créé aux fins suivantes :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement - Autres : Représente le solde de la dette à long terme relative à des activités de fonctionnement. Ce montant est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes concernées. Ce montant ne fait l'objet d'aucune affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.
- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations : Le Complexe a choisi d'affecter aux DCTP l'écart entre l'évaluation initiale de l'obligation et le passif comptabilisé à titre d'activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement au 1er janvier 2023. Cet écart est amorti sur la durée estimative de la fin de la phase d'exploitation du site d'enfouissement déterminée lors de l'évaluation initiale de l'obligation, soit linéairement sur 10 ans et fait l'objet d'une affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales. Le solde du DCTP devra être complètement amorti lors de la fin de la phase d'exploitation du site d'enfouissement.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les autres créances à recevoir et les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif et autres actifs financiers, s'il y a lieu, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes municipales, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt temporaire, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, des intérêts courus à payer, et des dettes, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, la Municipalité tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût;
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles;
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Municipalité a choisi d'inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Adoption initiale - Chapitre SP 3400 - Revenus

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la Municipalité a analysé ses différentes sources de revenus pour déterminer celles qui sont issues d'opérations qui comportent des obligations de prestations (appelées « opérations avec contrepartie ») de celles issues d'opérations sans obligation de prestation (appelées « opérations sans contrepartie »).

Pour les opérations avec contrepartie, la Municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou services) sont distincts et doivent par conséquent être traités séparément. Lorsque la Municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestations pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou services à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Adoption initiale - Chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par la Municipalité sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Municipalité en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Municipalité ne détient pas de partenariats public-privé.

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences de la note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Municipalité puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	563 191	733 462
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	563 191	733 462
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	563 191	733 462
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	162 697	189 696
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	290 108	193 813
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 080 097	7 578 141
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	573 249	240 723
Organismes municipaux	13	2 409	35 323
Autres			
▪ Mutations	14.1	76 495	39 763
▪ Autres	14.2	16 048	42 681
▪ Intérêts	14.3	40 021	
▪ Organismes, ent. et individus	14.4	10 797	
	15	5 089 224	8 130 444
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 313 437	7 237 633
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 313 437	7 237 633
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	22 105	22 104
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	225 908	91 592
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		98 579
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	3 740 214	7 287 075
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	113 975	100 895
	27	4 080 097	7 578 141

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 4 586 122 \$.

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à un taux de 4,133 % et viennent à échéance en 2033. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025	- 145 937 \$
2026	- 145 937 \$
2027	- 145 937 \$
2028	- 145 937 \$
2029	- 145 937 \$
2030 et plus	- 583 752 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	5 713 861	41 805
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	5 713 861	41 805
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	45 658	41 805
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

	2024	2023
Autres placements affectés (Quote-part de la Municipalité dans les placements de portefeuille du Complexe environnemental de la Rouge)		
Certificats de placement garanti	- \$	4 682 \$
Fonds communs de placement dans des obligations gouvernementales et municipales (cours du marché : 47 344 \$)	45 658 \$	37 123 \$
	45 658 \$	41 805 \$
Autres placements non affectés		
Dépôts à terme, 3,45 % à 5,15 %, échéant de 2025 à 2028	5 668 203 \$	- \$
	5 713 861 \$	41 805 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une marge de crédit de fonctionnement d'un montant autorisé de 650 000 \$ au 31 décembre 2024 portant intérêt au taux préférentiel. Le montant n'est pas utilisé au 31 décembre 2024.

En attente de financement dans le cadre d'un règlement d'emprunt, la Municipalité a contracté un prêt à terme dont le solde au 31 décembre 2024 est de 2 276 880 \$. Le montant autorisé est de 5 414 798 \$ et le prêt porte intérêt au taux de 5,45 %.

De plus, dans l'attente de l'encaissement d'une subvention à recevoir, la Municipalité a contracté un prêt à terme dont le solde est de 172 887 \$ au 31 décembre 2024. Le montant autorisé est de 824 312 \$ et le prêt porte intérêt au taux de 5,45 %.

Le Complexe environnemental de la Rouge dispose d'une marge de crédit de fonctionnement d'un montant maximum autorisé de 250 000 \$ au 31 décembre 2024, portant intérêt au taux préférentiel. À cette date, le solde est inutilisé.

La Régie de collecte environnementale de la Rouge dispose d'une marge de crédit de fonctionnement d'un montant maximum autorisé de 150 000 \$ au 31 décembre 2024, portant intérêt au taux préférentiel. À cette date, le solde est inutilisé.

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	682 742	199 648
Salaires et avantages sociaux	44	136 792	153 406
Dépôts et retenues de garantie	45	163 063	
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts	47.1	85 090	84 662
▪ Autres	47.2	51 780	11 558
▪ Organismes municipaux	47.3	7 141	
	48	1 126 608	449 274

Note

La valeur comptable des crédoiteurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer et les avantages sociaux à payer, est d'un montant de 1 076 078 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	2 203	3 180
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	9 830	3 270
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	2 266	2 266
	63	14 299	8 716

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 6 560 \$ (2023 - 3 270 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 0 \$ (2023 - 0 \$).

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	5,79	2028	2043	64	8 111 965	8 840 669
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	8 111 965	8 840 669
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(70 079)	(88 382)
					72	8 041 886	8 752 287

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	713 183			713 183
2026	74	755 002			755 002
2027	75	806 344			806 344
2028	76	5 642 189			5 642 189
2029	77	7 312			7 312
2030 et plus	78	187 935			187 935
	79	8 111 965			8 111 965
Intérêts et frais accessoires	80		()	()	
	81	8 111 965			8 111 965

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices incluent le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2025	-	26 008 \$
2026	-	45 941 \$
2027	-	75 335 \$
2028	-	5 024 428 \$
2029	-	529 \$

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	80 480
Régimes de retraite des élus municipaux	89	12 866
	90	93 346
		64 573
		13 529
		78 102

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	78 394	73 236
Autres			
▪	93.1		
	94	78 394	73 236
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	73 236	
Passifs engagés	96		69 550
Passifs réglés	97 (	)	()
Charge de désactualisation ¹	98	5 158	3 686
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	78 394	73 236

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations du Complexe environnemental de la Rouge concernent seulement une décharge contrôlée, soit le Lieu d'enfouissement technique (LET).

Les coûts liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture du LET découlent des obligations de l'organisme à voir à la remise en état, à la surveillance et à l'entretien du lieu d'enfouissement, une fois sa durée de vie utile échu. Les cellules d'enfouissement actuellement construites ont une capacité résiduelle de 208 336 mètres cubes (quote-part de la Municipalité : 3 199 mètres cubes). La durée de vie restante estimative de la décharge au 31 décembre 2024 est de 8 ans. L'organisme est autorisé par décret à une capacité maximale d'enfouissement de 1 200 000 mètres cubes (quote-part de la Municipalité : 18 360 mètres cubes) et pourrait éventuellement augmenter sa capacité d'enfouissement de 415 969 mètres cubes (quote-part de la Municipalité : 6 364 mètres cubes) dans une phase d'exploitation future.

Activités de fermeture de la décharge contrôlée - Frais de recouvrement final

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	2,39 %
Période d'actualisation*	9 ans
Taux d'inflation	2,39 %

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Le montant de l'obligation est engagé dès que les cellules d'enfouissement construites acceptent la mise en décharge sans égard au volume de déchets mis en décharge.

Aucune garantie financière n'est exigée relativement à cette obligation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 33 501 \$.

Le solde de l'obligation au 31 décembre 2024 pour les activités de fermeture est de 33 501 \$.

Activités d'après fermeture de la décharge contrôlée

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	3,40 %
Période d'actualisation*	38 ans
Taux d'inflation	3,40 %

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période de 30 ans.

Les activités de maintenance, notamment de la surveillance environnementale, la gestion des eaux de surface et souterraines ainsi que la lixiviation, l'entretien des matériaux tampons et les autres activités sont habituellement nécessaires durant un minimum de trente années suivant la fermeture du site.

Le montant de l'obligation est engagé au fur et à mesure que les cellules d'enfouissement construites acceptent la mise en décharge, donc en fonction du volume de déchets enfouis.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 44 894 \$.

Un décret exige que l'organisme constitue une garantie financière pour la gestion des activités d'après fermeture. À cet effet, une fiducie d'utilité sociale a été établie. Le solde de l'encaisse et des placements en fiducie au 31 décembre 2024 est de 46 265 \$.

Le solde de l'obligation au 31 décembre 2024 pour les activités d'après-fermeture est de 44 893 \$.

L'écart entre le solde de l'encaisse et des placements affectés à titre de garantie financière et le solde de l'obligation au 31 décembre 2024 d'un montant de 1 372 \$ est présenté à titre de fonds réserves dans l'excédent accumulé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	629 519	562 957		1 192 476
Eaux usées	102				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	15 707 435	2 785 136		18 492 571
Autres					
▪ Loisirs	104.1	1 206 381	13 654	334 444	885 591
▪ Cellules d'enfouissement et autres	104.2	268 238		2 174	266 064
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 323 841	601	8 464	1 315 978
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 711 350	117 629	104 137	1 724 842
Ameublement et équipement de bureau	109	262 852	26 370		289 222
Machinerie, outillage et équipement divers	110	919 960	67 513	6 498	980 975
Terrains	111	69 456	2 228		71 684
Autres	112				
	113	22 099 032	3 576 088	455 717	25 219 403
Immobilisations en cours	114	196	4		200
	115	22 099 228	3 576 092	455 717	25 219 603
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	330 900	24 041		354 941
Eaux usées	117				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	4 117 233	612 002		4 729 235
Autres					
▪ Loisirs	119.1	659 380	34 840	248 410	445 810
▪ Cellules d'enfouissement et autres	119.2	88 127	10 564		98 691
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	468 018	36 231		504 249
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 052 204	73 266		1 125 470
Ameublement et équipement de bureau	124	254 372	16 487		270 859
Machinerie, outillage et équipement divers	125	588 865	50 466		639 331
Autres	126				
	127	7 559 099	857 897	248 410	8 168 586
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	14 540 129			17 051 017
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Quote-part de la Municipalité dans les OMHS du Complexe environnemental de la Rouge incluse dans les immobilisations corporelles	Solde au début	Addition	Cession	Total
OMHS - Incluses dans la catégorie « Infrastructures - Autres »				
Coût	19 072 \$	- \$	- \$	19 072 \$
Amortissement cumulé	(1 907)\$	(1 907)\$	- \$	(3 814)\$
Solde à la fin	17 165 \$	(1 907)\$	- \$	15 258 \$

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Divers	143.1	17 079
Autres		10 829
▪	144.1	
	145	17 079
		10 829

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée auprès de différents fournisseurs de services. Le solde des engagements suivant ces contrats s'établit à 226 060 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025 - 144 042 \$
 2026 - 72 578 \$
 2027 - 5 664 \$
 2028 - 3 776 \$

Le Complexe environnemental de la Rouge s'est engagé auprès de différents fournisseurs, la quote-part de la Municipalité sur le solde des engagements suivant ces contrats s'établit à 26 748 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025 - 18 670 \$
 2026 - 3 309 \$
 2027 - 2 396 \$
 2028 - 2 373 \$

20. Droits contractuels

Le Complexe environnemental de la Rouge a conclu des ententes avec une société pour la vente de crédits compensatoires en lien avec les biogaz générés sur le lieu d'enfouissement technique (LET) et le lieu d'enfouissement sanitaire (LES). Ces ententes sont valides jusqu'au 31 décembre 2027. La quote-part de la Municipalité sur les revenus estimés en lien avec ses ententes pour les prochains exercices sont les suivants :

2025 - 8 767 \$
 2026 - 7 878 \$
 2027 - 7 082 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Municipalité a acquis des immobilisations corporelles, au montant de 637 025 \$, présentées dans les créditeurs et charges à payer au 31 décembre 2024 (2023 - 0 \$).

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Municipalité.

Les budgets du Complexe environnemental de la Rouge, de la Régie de collecte environnementale de la Rouge et de la Régie de la sécurité du service incendie de la Vallée de la Rouge ne sont pas inclus dans le budget présenté.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, aux prêts et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, est composée de comptes non en souffrance de 88 075 \$ (2023 - 51 427 \$).

La Municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Placements de portefeuille

La Municipalité atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Municipalité considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 076 078 \$	- \$	- \$	- \$	1 076 078 \$
Dettes à long terme	713 183 \$	1 561 346 \$	5 649 501 \$	187 935 \$	8 111 965 \$
	<u>1 789 261 \$</u>	<u>1 561 346 \$</u>	<u>5 649 501 \$</u>	<u>187 935 \$</u>	<u>9 188 043 \$</u>

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	394 646 \$	- \$	- \$	- \$	394 646 \$
Dettes à long terme	688 859 \$	1 501 200 \$	6 650 610 \$	- \$	8 840 669 \$
	<u>1 083 505 \$</u>	<u>1 501 200 \$</u>	<u>6 650 610 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>9 235 315 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Municipalité à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les instruments financiers à taux fixe sont les prêts, les placements de portefeuille et la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les emprunts temporaires.

Considérant que la Municipalité comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Municipalité prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2024 d'un montant de 18 866 \$.

27. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2023 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2024.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
Revenus							Total consolidé¹
Fonctionnement							
1 Taxes	2 681 152	2 708 874	2 737 421				2 737 421
2 Compensations tenant lieu de taxes	652 213	833 973	835 434				835 434
3 Quotes-parts							
4 Transferts	428 514	855 186	758 035			481 085	758 263
5 Services rendus	357 458	407 770	349 037			228	433 001
6 Imposition de droits	160 892	144 000	156 954			83 964	156 954
7 Amendes et pénalités	18 631	15 000	18 864				18 864
8 Revenus de placements de portefeuille	36 158		97 696			4 486	102 182
9 Autres revenus d'intérêts	20 610	18 000	27 399			101	27 500
10 Autres revenus	24 070	19 048	755 618			17 609	773 227
11 Effet net des opérations de restructuration							
12	4 379 698	5 001 851	5 736 458			587 473	5 842 846
Investissement							
13 Taxes							
14 Quotes-parts							
15 Transferts	787 726		2 898 307				2 898 307
16 Imposition de droits							
17 Autres revenus							
18 Contributions des promoteurs							
19 Autres							
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux							
21 Effet net des opérations de restructuration	787 726		2 898 307				2 898 307
22	5 167 424	5 001 851	8 634 765			587 473	8 741 153
Charges							
23 Administration générale	862 201	1 031 493	1 023 284		31 181	29 635	1 084 100
24 Sécurité publique	485 409	499 968	1 031 782		1 558	283 858	1 036 988
25 Transport	1 228 511	1 641 745	1 544 722		714 860		2 259 582
26 Hygiène du milieu	347 547	413 502	434 783		29 751	245 135	508 794
27 Santé et bien-être							
28 Aménagement, urbanisme et développement	364 028	494 944	382 090		3 639		385 729
29 Loisirs et culture	485 356	498 755	478 477		41 915		520 392
30 Réseau d'électricité							
31 Frais de financement	130 682	415 981	440 744			11 975	452 719
32 Effet net des opérations de restructuration							
33 Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	762 050		822 904 (		822 904)		
34	4 625 784	4 996 388	6 158 786			570 603	6 248 304
35	541 640	5 463	2 475 979			16 870	2 492 849
Excédent (déficit) lié aux activités							
1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.							

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Excédent (déficit) lié aux activités						
Moins : revenus d'investissement	1	541 640	5 463	2 475 979	16 870	2 492 849
	2	(787 726)	()	2 898 307	()	2 898 307
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3					
CONCILIATION A DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4			822 904	34 993	857 897
Produit de cession	5	762 050		815 000	1 145	816 145
(Gain) perte sur cession	6			(728 966)	120 128	(608 838)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	762 050		908 938	156 266	1 065 204
Propriétés destinées à la revente	9					
Coût des propriétés vendues	10					
Réduction de valeur / Reclassement	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(65 033)	(65 800)	(55 107)	(156 416)	(211 523)
	18	(65 033)	(65 800)	(55 107)	(156 416)	(211 523)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(16 056)	()	(172 306)	(33 807)	(206 113)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	40 430	104 447	480 203	919	481 122
Excédent de fonctionnement affecté	21		(10 000)	154 447	8 280	162 727
Réserves financières et fonds réservés	22	(23 115)	(34 110)	(39 347)	(3 837)	(43 184)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(1 907)	(1 907)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	1 259	60 337	422 997	(30 352)	392 645
	26	698 276	(5 463)	1 276 828	(30 502)	1 246 326
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	452 190		854 500	(13 632)	840 868

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus d'investissement	1	787 726	2 898 307	2 898 307
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	14 879)(	26 326)(	)(
Sécurité publique	3 (	1 306)(	)(	62 029)(
Transport	4 (	827 868)(	2 843 869)(	)(
Hygiène du milieu	5 (	9 212)(	565 834)(	65 683)(
Santé et bien-être	6 (	)(	)(	)(
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	)(	)(
Loisirs et culture	8 (	17 687)(	12 351)(	)(
Réseau d'électricité	9 (	)(	)(	)(
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)(	)(
	11 (	870 952)(	3 448 380)(	127 712)(
	12 (	)(	)(	)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	)(	)(	)(
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	644 067	64 212	64 212
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	16 056	172 306	33 807
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	7 611	799 150	1 257
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	101 508	87 801	2 799
	19	125 175	1 059 257	37 863
	20	(101 710)	(2 389 123)	(25 637)
	21	686 016	509 184	(25 637)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2023		2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	559 252	421 508	141 683
Débiteurs (note 5)	2	8 077 580	5 063 279	25 945
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4		5 688 203	45 658
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6			
Autres actifs financiers (note 8)	7			
	8	8 636 832	11 152 990	213 286
				11 366 276
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 9)	10		2 449 767	2 449 767
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	406 875	1 089 836	36 772
Revenus reportés (note 11)	12	8 716	14 299	14 299
Dettes à long terme (note 12)	13	8 263 521	7 645 203	396 683
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14			
Autres passifs (note 14)	15		78 394	78 394
	16	8 679 112	11 199 105	511 849
	17	(42 280)	(46 115)	(298 563)
				11 710 954
				(344 678)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)				
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	13 931 736	16 471 179	579 838
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19			
Stocks de fournitures	20	88 511	31 098	31 098
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	10 829	8 614	8 465
	23	14 031 076	16 510 891	588 303
				17 099 194
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	868 204	177 181	63 265
Excédent de fonctionnement affecté	25	104 447	216 170	17 043
Réserves financières et fonds réservés	26	272 288	223 834	39 149
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	(30 069)
Financement des investissements en cours	28	56 155	565 339	2 768
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	12 687 702	15 282 252	197 584
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			
	31	13 988 796	16 464 776	289 740
				16 754 516

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	1 448 260	1 185 417	1 365 399	1 334 390
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	349 669	279 347	305 427	281 596
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	1 976 103	2 641 496	2 893 047	1 739 034
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	400 016	418 336	430 311	128 705
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	15 965	22 408	22 408	16 384
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	723 054	722 853	292 392	235 614
Transferts	15				
Autres	16	1 800	1 513	2 400	2 643
Autres					
Transferts	17	68 953	52 634	52 634	22 903
Autres	18	12 568	10 606	19 766	19 799
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		822 904	857 897	828 005
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1		1 272	1 465	450
▪ Charge désactualisation OMHS	21.2			5 158	3 686
	22	4 996 388	6 158 786	6 248 304	4 613 209

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	240 446	914 137
Excédent de fonctionnement affecté	2	233 213	131 736
Réserves financières et fonds réservés	3	262 983	296 516
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	30 069)(	32 703)
Financement des investissements en cours	5	568 107	129 286
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	15 479 836	12 822 695
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	16 754 516	14 261 667
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	177 181	868 204
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	63 265	45 933
	11	240 446	914 137
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget 2024	12.1		104 447
▪ Budget 2025	12.2	145 511	
▪ Honoraires professionnels	12.3	70 659	
	13	216 170	104 447
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ CER et RCER	14.1	17 043	27 289
	15	17 043	27 289
	16	233 213	131 736

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪ Coûts post-fermeture LET	19.1	1 373	1 160
▪ Fonds verts	19.2	1 722	
▪ Imprévus	19.3	3 120	
	20	6 215	1 160
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	103 020	103 346
Organismes contrôlés et partenariats	22	7 096	6 744
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	42 779	42 779
Organismes contrôlés et partenariats	24	13 843	
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26	11 995	16 324
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	21 000	14 000
Autres			
▪ Fonds environnemental	30.1	57 035	112 163
	31	256 768	295 356
	32	262 983	296 516

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	15 258)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	15 258)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪ Solde DLT act. fonct.	55.1 (	14 811)(
	56 (	14 811)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	30 069)(
		32 703)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	831 836	132 028
Investissements à financer	65 (	263 729)(	2 742)
	66	568 107	129 286
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	17 051 017	14 540 129
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	17 051 017	14 540 129
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	17 051 017	14 540 129
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	8 041 886)(	8 752 287)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	70 079)(	88 382)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	6 643 770	7 237 633
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	14 811	15 868
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	1 453 384)(	1 587 168)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	117 797)(	130 266)
	82 (	1 571 181)(	1 717 434)
	83	15 479 836	12 822 695

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 ()	()
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
■	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 (	)(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Contribution à un REER collectif			
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	80 480	64 573
Autres régimes	115		
	116	80 480	64 573

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6	6
Description du régime			
CARRA			
		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	3 819	4 015
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	12 866	13 529
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	12 866	13 529

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	2 386 816	2 417 415	2 417 415	2 358 515
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	2 386 816	2 417 415	2 417 415	2 358 515
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	16 004	16 005	16 005	16 005
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	193 205	191 435	191 435	193 105
Autres					
▪	16.1				
Centres d'urgence 9-1-1	17		1	1	1
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20	112 849	112 565	112 565	113 526
Activités d'investissement	21				
	22	322 058	320 006	320 006	322 637
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	322 058	320 006	320 006	322 637
	27	2 708 874	2 737 421	2 737 421	2 681 152

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement 28	790 621	792 082	792 082	608 861
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures 29				
Compensations pour les terres publiques 30	43 352	43 352	43 352	43 352
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux 31				
Cégeps et universités 32				
Écoles primaires et secondaires 33				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux 34				
35	833 973	835 434	835 434	652 213
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière 36				
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 37				
Taxes d'affaires 38				
39				
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière 40				
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 41				
42				
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité 43				
Autres 44				
45				
46	833 973	835 434	835 434	652 213

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	7 819	7 819	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51	189 000	189 000	
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	703 868	379 639	302 685
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	19 000	24 737	29 078
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	2 000	8 627	3 347
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	456	456	9 228
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	724 868	610 278	610 506
				344 338

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			30 441
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	2 468 304	2 468 304	734 586
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	430 003	430 003	9 212
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			1 771
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			13 487
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	2 898 307	2 898 307	789 497

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 129				
Péréquation 130				
Neutralité 131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 133	65 514	82 953	82 953	65 514
Fonds de développement des territoires 134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 136	64 804	64 804	64 804	19 647
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 137				
Autres 138				
	139	130 318	147 757	85 161
TOTAL DES TRANSFERTS	140	855 186	3 656 570	1 218 996

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	18 300	15 625	14 474
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	18 300	15 625	14 474
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152		147	11 405
Autres	153	45 565	45 565	541
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	45 712	45 712	11 946
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		2 137	6 351
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162		16 927	34 994
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165	217 200	103 677	148 258
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	217 200	122 741	189 603

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	235 500	163 917	184 078
				216 023

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	220	595	390
	188	220	595	390
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191		54 856	56 188
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194		54 856	56 188
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196	165 000	177 772	174 830
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	165 000	177 772	174 830
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	800	1 439	4 978
Matières recyclables	209		50	4 641
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	800	1 489	9 619

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	6 250	5 264	7 853
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	6 250	5 264	7 853
Réseau d'électricité	229			
	230	172 270	185 120	248 880
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	407 770	349 037	464 903

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 232	9 000	9 510	9 510	8 625
Droits de mutation immobilière 233	135 000	147 444	147 444	151 813
Droits sur les carrières et sablières 234				
Autres 235				454
	144 000	156 954	156 954	160 892
AMENDES ET PÉNALITÉS 237	15 000	18 864	18 864	18 631
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 238		97 696	102 182	3 684
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 239	18 000	27 399	27 500	56 797
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 240		728 966	608 838	536
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 242				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 243				
Contributions des promoteurs 244				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 245				
Contributions des organismes municipaux 246				
Autres contributions 247				
Redevances réglementaires 248				
Autres 249	19 048	26 652	164 389	35 012
	19 048	755 618	773 227	35 548
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2024	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement				
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	181 628	169 021	262	169 283	169 283	166 693
Greffe et application de la loi	2	194 849	146 088	1 266	147 354	147 354	107 569
Gestion financière et administrative	3	520 208	529 847	15 378	545 225	574 860	492 140
Évaluation	4	69 168	68 687		68 687	68 687	74 705
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Divers	6.1	65 640	109 641	14 275	123 916	123 916	79 694
	7	1 031 493	1 023 284	31 181	1 054 465	1 084 100	920 801
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	212 700	212 700		212 700	212 700	205 812
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	282 443	282 443	1 558	284 001	287 649	271 559
Sécurité civile	11	4 825	536 639		536 639	536 639	4 580
Autres	12						
	13	499 968	1 031 782	1 558	1 033 340	1 036 988	481 951
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	951 639	1 025 357	707 739	1 733 096	1 733 096	1 369 203
Enlèvement de la neige	15	668 048	497 494	2 717	500 211	500 211	463 466
Éclairage des rues	16	8 750	10 359	3 862	14 221	14 221	7 561
Circulation et stationnement	17	4 710	3 286	542	3 828	3 828	14 037
Transport collectif							
Transport en commun	18	8 598	8 226		8 226	8 226	6 724
Transport aérien	19						542
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 641 745	1 544 722	714 860	2 259 582	2 259 582	1 861 533

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	43 582	37 851	3 704	41 555	37 409
Réseau de distribution de l'eau potable	24		9 852	20 337	30 189	13 912
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26			1 734	1 734	1 734
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	31 407	32 340		32 340	84 788
Élimination	28	31 147	34 786	3 325	38 111	27 069
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	51 325	50 530		50 530	22 210
Tri et conditionnement	30	88 647	106 176	651	106 827	18 890
Matières organiques						
Collecte et transport	31	42 730	41 563		41 563	239
Traitement	32	19 003	8 112		8 112	11 313
Matériaux secs	33	49 924	62 246		62 246	34 903
Autres	34					4 246
Plan de gestion	35					12
Autres	36					
Cours d'eau	37	55 737	51 327		51 327	42 396
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	413 502	434 783	29 751	464 534	299 121
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45					

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
46	Aménagement, urbanisme et zonage	338 504	290 514	3 639	294 153	271 560
47	Rénovation urbaine					
48	Biens patrimoniaux					
	Autres biens					
Promotion et développement économique						
49	Industries et commerces	21 571	21 571		21 571	24 379
50	Tourisme	8 604	7 078		7 078	9 393
51	Autres	57 323	39 095		39 095	12 757
52	Autres	68 942	23 832		23 832	49 343
53		494 944	382 090	3 639	385 729	367 432
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
54	Centres communautaires	47 478	29 983	17 924	47 907	45 768
55	Patinoires intérieures et extérieures	5 919	2 800	1 079	3 879	30 359
56	Piscines, plages et ports de plaisance			3 543	3 543	3 543
57	Parcs et terrains de jeux	202 591	211 561	15 089	226 650	214 936
58	Parcs régionaux					
59	Expositions et foires					
60	Autres	112 849	112 849	1 907	114 756	113 093
61		368 837	357 193	39 542	396 735	407 699
Activités culturelles						
62	Centres communautaires			52	52	52
63	Bibliothèques	125 167	114 705	2 321	117 026	124 601
Patrimoine						
64	Musées et centres d'exposition					
65	Autres ressources du patrimoine					
66	Autres	4 751	6 579		6 579	4 930
67		129 918	121 284	2 373	123 657	129 583
68		498 755	478 477	41 915	520 392	537 282

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	400 016	400 154		400 154	411 998	125 457
Autres frais	71		18 182		18 182	18 313	3 248
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	15 965	22 408		22 408	22 408	16 384
	74	415 981	440 744		440 744	452 719	145 089
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		822 904 (	822 904)			